

est néanmoins recevable à la former jusqu'à la réalisation ou à la déclaration de faillite.

Dans ce cas, le débiteur déclare son opposition au juge [22] dans les trois jours de celui où l'empêchement a cessé, en lui remettant ou lui indiquant les moyens qui justifient son retard.

Le juge saisi de cette opposition peut ordonner la suspension de la poursuite; il statue sur la recevabilité de l'opposition, les parties entendues¹.

¹ La recevabilité n'a pas d'effet rétroactif; elle peut simplement, quand il y a déjà eu saisie, amener la fixation d'un délai au créancier saisissant. V. circ. ChPF n° 7 (FF 1911 IV 44), du 15. 11. 1899.

Opposition après le délai légal. — Dans un cas spécial, soumis récemment à notre décision, la question s'est présentée de savoir quels sont les effets de l'opposition faite après le délai légal relativement aux actes de poursuite exécutés depuis le commandement de payer, en particulier relativement aux saisies. Il n'a pas été nécessaire de résoudre cette question dans le cas dont il s'agit. Mais son importance pratique nous a engagés à faire connaître aux autorités de surveillance et offices de poursuites, pour leur gouverner future, notre manière de voir à ce sujet. Nous estimons que l'admission de l'opposition après le délai légal empêche simplement la continuation de la poursuite, mais que les actes de poursuite déjà exécutés ne doivent pas être considérés comme annulés par le seul fait de l'opposition. Cette manière de voir est la seule qui réponde aux termes de l'article 78 LP, lequel s'applique également, d'après la place qu'il occupe, à l'opposition après délai prévue à l'article 77. Elle se justifie, en outre, par la considération que les créanciers qui ont obtenu une saisie ne doivent pas être privés, par le fait que le débiteur forme opposition après le délai, du rang qu'ils se sont procuré par leur diligence et qu'ils auraient pu conserver par une demande de mainlevée immédiate et par un procès rapidement mené, s'ils avaient fait opposition à leur poursuite dans les délais légaux.

Il est clair toutefois que les saisies déjà effectuées ne peuvent subsister qu'à titre provisoire et que leur maintien définitif est subordonné à la condition que le créancier fasse les procédés nécessaires pour faire écarter l'opposition survenue après le délai. La situation est analogue à celle qui se présente en cas de réquerre. Il y a donc lieu d'appliquer par analogie la prescription contenue à l'article 278 alinéa 4 LP, relatif au séquestre. En conséquence, nous donnons comme direction aux préposés aux poursuites, pour les cas où une opposition après délai a été admise, d'assigner aux créanciers pour qui une saisie a déjà eu lieu un délai de dix jours dans lequel ils devront ou réquerre la mainlevée ou servir actions en reconnaissance de leur créance, faute de quoi la saisie sera considérée comme périmée.

78. L'opposition suspend la poursuite. Si le débiteur ne conteste qu'une partie de la dette [74¹], la poursuite peut être continuée pour la somme reconnue².

¹ En cas de poursuite en réalisation de gage, le débiteur qui n'a pas contesté expressément le droit de gage, est considéré comme n'ayant fait opposition qu'à la créance. ORI 85.

79. Le créancier à la poursuite duquel il est fait opposition agit par la voie de la procédure ordinaire pour faire reconnaître son droit³.

² Sur la procédure à suivre quand l'opposition a été écartée par jugement d'un autre canton, v. circ. ChPF n° 20, reproduite sous art. 81 LP. Comp. aussi ORI 85 et note 1 sous LP 81.

80. Toutefois celui qui est au bénéfice d'un jugement exécutoire⁴ peut réquerir du juge (22) la mainlevée de l'opposition⁵.

Sont assimilés aux jugements exécutoires les transactions ou reconnaissances⁶ passées en justice ainsi que, dans les limites du territoire cantonal, les arrêtés et décisions de l'autorité administrative [43] relatifs aux obligations de droit public (impôts, etc.) auxquels le canton attribue force exécutoire⁷.

³ Const. féd. 81; OJP (NRS 173, 116) art. 38, 54; LD 119¹, 123²; LP sur l'alcool 66³, 67⁴; rég. d'exéc. de l'ACH conc. un impôt féd. sur les boissons 75⁵, 80⁶; OJP 20. 12. 1937 sur la faillite des soc. coop. art. 12. ATF 99 I a 423 (427) art. 30 LAMA (NRS 322.61), décision = jugement exécutoire. — ⁴ But de la procéd. de mainlevée: exigences inadmissibles envers le créancier réquerant ATF 55 I 363, ATF 62 III 8; 65 III 51. — ⁵ LP 4. 12. 1947 sur la procéd. civ., art. 73 et 73; OJP 40, ATF 101 I a 13; exploit reconnaissant prétention de droit matériel n'est pas assimilée (canton le peut). — ⁶ Sur la garantie réciproque pour l'exéc. légale des prestations dérivant du droit public le concordat du 18. 2. 1917.

81. Lorsque la poursuite est fondée sur un jugement exécutoire [80¹] rendu par une autorité de la Confédération² ou de canton dans lequel la poursuite a lieu [38, 46, 67], le juge ordonne la mainlevée de l'opposition, à moins que l'opposant ne prouve par titre que la dette a été éteinte ou qu'il a obtenu un sursis, postérieurement au jugement, ou qu'il ne se prévale de la prescription.

5. Effet de l'opposition.

6. Assimilation de l'opposition.

1. Par la voie de la procédure civile ordinaire.

11. Par la mainlevée.

1. Jugements ou actes qui leur sont assimilés.

2. Exceptions à opposer par le débiteur.

Si le jugement exécutoire a été rendu dans un autre canton¹, l'opposant peut en outre contester la compétence du juge qui l'a prononcé ou se prévaloir de ce qu'il n'aurait pas été régulièrement cité ou légalement représenté².

Si le jugement a été rendu dans un pays étranger avec lequel il existe une convention sur l'exécution réciproque des jugements, l'opposant peut faire valoir les moyens réservés dans la convention³.

¹ Art. 43 a. LT du 27. 8. 1973 (NRS 641.10); art. 15 LF sous le droit de timbre sur les coupons du 25. 6. 1921 (RS 8, 129); LF complétant celle du 12. 8. 1911 sur l'assur. maladie et socid. du 18. 6. 1915, art. 12. ATF 65 III 89 (81 ss.) = JT 1940 II 17; relations intercantoniales. — ² Circ. ChPF n. 26 du 20. 10. 1910 (FF 1911 IV 48).

Mainlevée. — Nous avons eu récemment l'occasion d'examiner la question de savoir si, dans le cas où une opposition a été écartée par un jugement rendu dans un autre canton, la poursuite doit être continuée dès la réquisition du créancier, ou seulement après que le débiteur a été mis en mesure de faire valoir les moyens que lui confère l'article 81 alinéa 2 LP (ATF Ed. spéc. des poursuites vol. 13 n. 44).

Nous avons adopté cette seconde manière de voir. En présence d'un jugement rendu dans un autre canton, l'article 81 alinéa 2 LP donne droit à l'opposant de contester la compétence du juge qui l'a prononcé ou de se prévaloir de ce qu'il n'aurait pas été régulièrement cité ou légalement représenté. Ce droit n'est sauvegardé d'une manière efficace que si le débiteur est encore admis à soulever ces exceptions, comme défendeur dans une procédure en mainlevée, ouverte à l'encontre d'un jugement intervenu, à la suite de l'opposition, dans la procédure ordinaire. Par contre, il n'y a lieu d'engager une procédure spéciale en mainlevée de l'opposition que si le débiteur soulève véritablement et expressément une des exceptions susmentionnées.

Nous avons pris, cette occasion pour fixer comme suit la procédure à observer en pareil cas : chaque fois que l'office recevra une réquisition de continuer la poursuite, basée sur un jugement rendu dans un autre canton, conformément à l'article 79 LP, il avertira le débiteur lors de l'avis de saisie, ou avant de lui adresser la commission de saisie, qu'il est autorisé à soulever dans les dix jours une des exceptions prévues à l'article 81 alinéa 2 LP, au moyen d'une déclaration verbale ou écrite à l'office (à considérer comme une espèce d'opposition faite après le délai légal). Si le débiteur souleve une de ces exceptions en temps utile, l'office en informera immédiatement le créancier, et la poursuite restera suspendue, jusqu'à ce que le créancier ait obtenu du juge du for de la poursuite un jugement en mainlevée, écartant l'exception comme mal fondée. Si, par contre, le débiteur ne souleve pas expressément une des exceptions dont il s'agit, ou s'il ne le

fait qu'une fois le délai de dix jours écoulé, il sera réputé y avoir renoncé, et l'office procédera à la saisie ou notifiera la commission de saisie au débiteur, sitôt le délai de dix jours écoulé.

¹ Excep. : concordat cité sous art. 80, note 4 (art. 4). — ² Diverses conventions judiciaires entre Suisse et France, Espagne, Tchécoslovaquie, Autriche, Allemagne, Italie et Suède (RS 12, 315 à 351); convention pour les sentences arbitrales (RS 12, 358 à 365); (RO 1965, 797 ss.; convention de New York); Conv. intern. relat. à la procéd. civile du 17. 7. 1905, en vig. depuis le 27. 4. 1909, art. 17 à 19 (RS 12, 249 à 314); Conv. intern. sur le transport de marchand. par chem. de fer, et sur celui des voyageurs et des bagages, également par chemin de fer, du 25. 2. 1961, art. 55 s. de chacune des deux conventions (RO 1964, 1097 à 1127). ATF 98 I a 314 = JT 1973 II 126; jugement allemand. ATF 98 I a 327 (536) = JT 1974 II 8; exceptions de al. 1 comme contre-jugement suisse.

82. Le créancier dont la poursuite se fonde sur une reconnaissance de dette [115¹, 149¹, 265; 158] constatée par acte authentique [CCS 9] ou sous seing privé [CO 17, 14 et 32-39] peut requérir la mainlevée provisoire.

Le juge [22] la prononce [84], si le poursuivi ne justifie séance tenante de sa libération.

83. Lorsque la mainlevée provisoire a été accordée, le créancier peut [88¹, 166¹, 154¹], passé le délai de paiement [69 ch. 2, 159] et suivant la qualité du débiteur [39, 42], requérir la saisie provisoire [88, 118, 119, 144¹; ORI 25] ou demander au juge qu'il soit procédé à l'inventaire en application de l'article 162.

De son côté, le débiteur peut, dans les dix jours [31-33, 56, 63] de la mainlevée¹, tenter au for de la poursuite [46-52] une action en libération de dette; le procès est instruit en la forme ordinaire [79]¹.

S'il ne fait pas usage de ce droit ou s'il est débouté de son action, la mainlevée ainsi que la saisie deviennent définitives [80, 81, 116]¹.

¹ Le délai pour tenter action commence à courir seulement après expiration du délai fixé pour recourir éventuellement à une autorité supérieure ou, quand le recours a été interjeté, dès le jugement supérieur rendu. ATF 47 III 67. ATF 109 III 76 = JT 1976 II 61; délai dès la décision supér. ou expiration du délai de recours. — ² ATF 61 II 125; 65 III 90, 116; 68 III 89, 166. ATF 98 II 150 (154 ss.) = JT 1973 II 79; rejet d'action en libér. de dette à cause de procéd. = décision

ZPO Basel-Stadt

sichtlich der Exekution den Urteilen hiesiger Gerichte gleichgestellt, und es sind daher für deren Vollzug die vorstehenden Bestimmungen anwendbar.

II. Vollstreckbarkeit von Urteilen ausländiger Gerichte¹⁾

§ 258.¹⁾ Streitigkeiten über die Vollstreckbarkeit von Urteilen ausländiger Gerichte werden, soweit das Bundesrecht oder Staatsverträge nichts anderes vorschreiben, auf dem ordentlichen Prozessweg entschieden nach den Vorschriften für das regelmässige Verfahren.

Dabei gelten folgende Grundsätze:

Das Urteil muss in gehöriger Ausfertigung vorgelegt werden.

Urteile ausländiger Gerichte werden nicht vollstreckbar erklärt, wenn der auswärtige Staat nicht Gegenrecht hält. Die Frage des Gegenrechtes ist vom Gerichte von Amts wegen zu prüfen.

Urteile ausländiger Gerichte, die gegen die guten Sitten oder die öffentliche Ordnung verstossen, werden nicht vollstreckbar erklärt. Liegt ein solcher Verstoß nicht vor, so soll in die Streitsache selbst nicht eingetreten werden.

Ausserdem kann die Verweigerung der Vollstreckbarkeit sich nur gründen auf Einwendungen:

1. Gegen die Zuständigkeit oder die Gerichtsbarkeit der ausländigen Gerichte,
2. wegen ungenügender Vorladung oder Verweigerung des richterlichen Gehörs,
3. gegen die Rechtskraft des Urteils oder die Beweiskraft der vorgelegten Ausfertigung,
4. gegen die Art und den Umfang der verlangten Vollstreckung, namentlich hinsichtlich der geforderten Kosten,

Über die in den Ziffern 1 und 2 genannten Einwendungen entscheidet das Gericht nach den Grundsätzen seines eigenen Rechts.

Zulässig sind ferner Einwendungen, die sich darauf gründen, dass der in dem Urteil bestimmte Anspruch ganz oder teilweise erfüllt, untergegangen, gestundet oder verjährt sei.

Wird für ein Urteil die Vollstreckbarkeitsklärung gemäss Ziffer 1 oder 2 verweigert, oder wird sie verweigert, weil der auswärtige Staat nicht Gegenrecht hält, so steht dem Kläger daraus die Einrede der abgeurteilten Sache nicht entgegen.

¹⁾ § 258 und Marginalie in der Fassung des Gesetzes vom 17. Dezember 1970.

Ständige Mitarbeiter:
 Dr. A. Freivogel, Zivilgerichtsschreiber, Basel – Dr. M. Rutz, Obergerichtsschreiberin, Liestal – Dr. S. Scheuring, Staatsschreiber, Basel – Bundesrichter Dr. H. Weibel, Lausanne – Dr. E. Weiss, Staatsschreiber, Basel – Departementssekretär Dr. F. Escher, Finanzdepartement, Basel – lic. iur. M. Zuber, Appellationsgerichtsschreiber, Basel.

INHALT DIESER NUMMER

Öffentliche Verwaltung im Zeitalter des Leistungsstaats von Regierungsrat Dr. iur. Kurt Jenny, Vorsteher des Finanzdepartements des Kantons Basel-Stadt, Ehrendozent an der Universität Basel	113
Obligationenrecht BS Organhaftung gemäss Art. 754 ff. OR: Auch im Aussenverhältnis (Art. 759 Abs. 1 OR) sind das Verschulden des Belangten und andere Umstände (Art. 431. OR) zu berücksichtigen. Ist das Organ Arbeitnehmer der AG und belangt diese selbst das Organ, so ist auch die Haftungsmilderung gemäss Art. 321e OR zu berücksichtigen. Bemessung des Schadenersatzes	135
Vertrag über die Ausrichtung eines Ruhegehalts durch den Arbeitgeber an einen ehemaligen Arbeitnehmer (vgl. Art. 339d Abs. 2 OR): Form? Bindende Zusicherung für die Zukunft aufgrund langjähriger vorbehaltloser Auszahlung. Reduktion des Ruhegehalts wegen wirtschaftlicher Schwierigkeiten des Arbeitgebers?	140
Internationales Vollstreckungsrecht BS Voraussetzungen der Vollstreckbarerklärung eines ausländischen Schiedsurteils gemäss dem New Yorker Übereinkommen vom 10.6.1958	144
Unfallversicherungsgesetz BS Hilfeleistung für einen Wehrlosen (Art. 49 Abs. 2 lit. a UVV): Der Begriff der Wehrlosigkeit darf nicht im Sinn absoluter Unfähigkeit zu jeglicher Gegenwehr verstanden werden. – Kürzung von Geldleistungen wegen Grobfahrlässigkeit (Art. 37 Abs. 2 UVG)? Bedeutet die Prüfung dieser Frage durch das Basler Versicherungsgericht in casu eine unzulässige Ausdehnung des Anfechtungsgegenstandes?	148
Gesetz über Abbruch und Zweckentfremdung von Wohnhäusern BS Bei der Prüfung eines Abbruchgesuches sind gemäss der Generalklausel von § 3 GAZW die gesamten Umstände im Sinne von § 3 lit. a–c in Betracht zu ziehen; eine isolierte Betrachtung bloss von § 3 lit. a GAZW ist nicht angingig	154
Zivilprozessordnung BS Ein vorsorglicher Moderationsentscheid kann unter Umständen vom Kostspflichtigen, aber nicht von dem von der Moderation betroffenen Anwalt und seinem Klienten mit Beschwerde angefochten werden. – Rechtsmittel gegen die Festsetzung der Gerichtskosten?	158
Advokaturgesetz BS Wann bedeutet die Kontaktnahme des Anwalts eines Angeschuldigten mit einem Zeugen eine Pflichtverletzung (§ 10 lit. a AdvG)?	160
Literaturanzeigen	166

BASLER JURISTISCHE MITTEILUNGEN

Herausgegeben vom Basler Juristenverein

REDAKTION

PROF. DR. RUDOLF FISCHLE* MUTTENZ

PROF. DR. KARL SPIRO, BASEL – DR. ALFRED HETENBERG, ADVOKAT BASEL

Nr. 3 Mai 1991

Öffentliche Verwaltung im Zeitalter des Leistungsstaats*

Von Regierungsrat Dr. iur. Kurt Jenny, Vorsteher des Finanzdepartements des Kantons Basel-Stadt, Ehrendozent an der Universität Basel

I. Ausgangslage und Zielsetzungen

1. In seiner Rektoratsrede des Jahres 1969 zum Thema «Leistungsstaat und Demokratie» definiert Kurt Eichenberger den Leistungsstaat, den wir geschaffen haben und den wir offensichtlich wollen, als «tendentiell allgegenwärtige und in unbeschränkt vielen Lebensgebieten tätige Staatsorganisation von perfekter Produktivität und hohem Wirkungsgrad». Ziel des Leistungsstaates ist nicht Macht an sich, sondern «sich für den Menschen und die Gesellschaft bereitzuhalten, ihnen die begehrten Dienste zu erbringen und das Zusammenleben rechtens zu ordnen»¹. Damit untrennbar verbunden sind hohe Anforderungen an die öffentliche Verwaltung, denen sich Bund, Kantone und Gemeinden zu stellen haben.

Die Grundsätze der Verteilung der Staatsaufgaben auf den Bund einerseits, die Kantone andererseits – nach Art. 3 der Bundesverfassung «üben die Kantone alle Rechte aus, welche nicht der Bundesgewalt übertragen sind» – entfalten die ausdrücklich gewünschte Wirkung, dass eine Fülle wesentlicher Bereiche

* Referat gehalten vor dem Basler Juristenverein am 30.06.1989. Herzlich danke ich Herrn Dr. im. Heinrich Überwieser, Advokat, Riehen, für seine anwesend wertvolle Assistentz.

¹ Kurt Eichenberger, Leistungsstaat und Demokratie, in: Der Staat der Gegenwart, Angewählte Schriften von Kurt Eichenberger, Basel 1980, S. 61.

scheidenden Gewinn erzielt. Die Bilanz per 31.12.1986 weist beachtliche Reserven auf und enthält einen Gewinnvortrag von Fr. 51039.12. Bei einer Bilanzsumme von Fr. 2735406.25 bestehen neben dem Aktienkapital von Fr. 100000.- gesetzliche Reserven in der Höhe von Fr. 83000.- und Spezialreserven von Fr. 729000.-. Ein ähnliches Bild ergibt sich aus der Bilanz per Ende 1987. Bei dieser Sachlage lässt sich nicht sagen, die Beklagte habe sich in einer wirtschaftlichen Notlage befunden. Im übrigen macht sie keinerlei Angaben über die zur Sanierung getroffenen Massnahmen und ihre eigenen Opfer. Aufgrund dieser Umstände ergibt sich für die Beklagte keine Berechtigung zur Herabsetzung des Ruhegehalts aus wirtschaftlichen Gründen (Urteil des Appellationsgerichts vom 20.1.1989 in Sachen H. W.-S. gegen A. AG; das Bundesgericht hat eine Berufung gegen dieses Urteil am 21.11.1989 abgewiesen).

INTERNATIONALES
VOLLSTRECKUNGSRECHT

BS

Voraussetzungen der Vollstreckbarerklärung eines ausländischen Schiedsurteils gemäss dem New Yorker Übereinkommen vom 10.6.1958.

Mit Klage vom 5.7.1988 stellte die in Bukarest domizilierte Firma I. beim Zivilgericht das Begehren, es sei ihr das Exequatur für die Vollstreckung des Schiedsspruches der Handels- und Industriekammer der Sozialistischen Republik Rumänien vom 11.2.1988 zu erteilen. Mit Urteil des Dreiergerichts vom 5.12.1988 wurde der Gesuchstellerin bescheinigt, dass dieser Schiedsspruch vollstreckbar sei.

Gegen diesen Entscheid hat der beklagte N. Z. Beschwerde erhoben. Das Appellationsgericht wies sie mit folgender Begründung ab:

2. Der dem angefochtenen Urteil zugrunde liegende Schiedsspruch der Schiedsgerichtskommission der Handels- und Industriekammer der Sozialistischen Republik Rumänien vom 11.2.

1988 beinhaltet die Verurteilung des Beschwerdeführers zur Leistung einer Geldsumme. Dessen Vollstreckung in der Schweiz richtet sich nach dem New Yorker Übereinkommen über die Anerkennung und Vollstreckung ausländischer Schiedssprüche vom 10.6.1958 (SR 0.277.12), dem sowohl die Schweiz wie auch Rumänien beigetreten sind. Diese staatsvertraglichen Bestimmungen gehen dem kantonalen Prozessrecht vor. Aus diesem Grund gelangt § 258 ZPO, in welchem abweichendes Staatsvertragsrecht im übrigen ausdrücklich vorbehalten wird, vorliegend nicht zur Anwendung.

Aufgrund der staatsvertraglichen Regelung durch das New Yorker Abkommen hätte über die Vollstreckbarkeit des vorliegenden Schiedsspruches im Rahmen des Verfahrens der definitiven Rechtsöffnung entschieden werden und kein spezielles Exequaturverfahren stattfinden sollen (BGE 105 Ib 43, 101 Ia 522; Adrian Staehelin, Die Staatsverträge über Zivilprozess und Zwangsvollstreckung, in: Erhaltung und Entfaltung des Rechts in der Rechtsprechung des Schweizerischen Bundesgerichts, S. 574). Die Vorinstanz hätte daher richtigerweise auf das Begehren der Beschwerdegegnerin, die lediglich um Vollstreckbarerklärung nachgesucht hat, nicht eintreten sollen. Dieser Mangel wird aber vom Beschwerdeführer nicht gerügt; vielmehr lässt er es ausdrücklich offen, ob die Beschwerdegegnerin zwischen Betreuung und Exequaturverfahren habe wählen können. Da somit der von der Beschwerdegegnerin gewählte Weg in der Beschwerde nicht beanstandet wird, ist auf diesen Punkt nicht weiter einzugehen. Der Beschwerdeführer bemängelt hingegen, dass die Vorinstanz das Verfahren nicht auf dem ordentlichen Prozessweg nach § 258 ZPO, sondern in einer mündlichen Verhandlung abgewickelt habe. Diese Rüge ist jedoch unbehelflich. Nach Art. III Satz 2 des massgeblichen New Yorker Übereinkommens darf die Anerkennung oder Vollstreckung von Schiedssprüchen, die vom Übereinkommen erfasst werden, weder wesentlich strengeren Verfahrensvorschriften noch wesentlich höheren Kosten unterliegen als die Anerkennung oder Vollstreckung inländischer Schiedssprüche. Da über die Vollstreckbarkeit von inländischen Schiedssprüchen im Rahmen des mündlichen Rechtsöffnungsverfahrens durch den Einzelrichter oder das Dreiergericht entschieden wird, ist das Begehren der

Beschwerdegegnerin somit richtigerweise im mündlichen Verfahren durch das Dreiergericht behandelt worden.

3. Die Voraussetzungen der Vollstreckbarerklärung eines Schiedsurteils ergeben sich ebenfalls nicht aus § 258 ZPO, sondern aus dem erwähnten New Yorker Übereinkommen. Dies gilt auch in bezug auf den Einwand des Beschwerdeführers, es liege keine gültige Schiedsabrede vor. Die Voraussetzungen einer gültigen Schiedsabrede werden durch das New Yorker Übereinkommen in Art. II Ziff. 2 im Sinne einer «loi uniforme» umschrieben (BGE III Ib 254). Danach muss die Schiedsklausel in einem Vertrag oder einer Schiedsabrede enthalten sein, wobei der Vertrag oder die Schiedsabrede von den Parteien unterzeichnet oder in Briefen oder Telegrammen enthalten sein muss, die sie gewechselt haben. Diese Bestimmung geht dem nationalen Recht und damit auch den im Schweizer Recht aufgrund von Art. 58 und 59 BV entwickelten Regeln über die Gültigkeit von Schiedsklauseln in Formularverträgen vor. Vorliegend hat die Beschwerdegegnerin in der Verhandlung des Dreiergerichts ein in englischer Sprache abgefasstes und vom Beschwerdeführer unterschriebenes Vertragsexemplar eingereicht, in welchem eine klare Schiedsgerichtsklausel enthalten ist. Auch wenn der Beschwerdeführer nach eigener Darstellung diese Bestimmung nicht gelesen haben will, liegt aufgrund der obigen Erwägungen eine gültige Schiedsklausel vor ...

4. Der Beschwerdeführer macht ferner geltend, er habe im Schiedsverfahren zunächst nur eine Einladung in rumänischer Sprache erhalten; eine für ihn verständliche Vorladung sei ihm erst 4 oder 5 Tage vor dem Verhandlungstermin zugesandt worden. In Art. V des New Yorker Übereinkommens sind die gegen einen Schiedsspruch möglichen Einwendungen abschliessend aufgezählt. Der Einwand, dass eine Vorladung nicht in einer für die Prozesspartei verständlichen Sprache abgefasst gewesen sei, sondern wie vorliegend in der Sprache desjenigen Landes, in welchem das Schiedsgericht seinen Sitz hat, ist in dieser Enumeration nicht enthalten. Vielmehr ergibt sich aus dem Abkommen, dass lediglich gewisse entscheidende Dokumente, wie z.B. der Schiedsspruch selbst, für die Zwecke der Vollstreckung übersetzt werden müssen (vgl. Art. IV Ziff. 2 des New Yorker Abkommens). Aus diesem Grund kann der Be-

schwerdeführer im Verfahren betreffend Vollstreckbarkeit des vorliegenden Schiedsspruches nicht einwenden, dass die zunächst erfolgte Vorladung in rumänischer Sprache verfasst war und ihm erst später noch eine Vorladung in deutscher oder englischer Übersetzung zugestellt worden ist. Im übrigen ist dem Beschwerdeführer aus dem Vorgehen des rumänischen Schiedsgerichts kein entscheidender Nachteil entstanden. Da er sich – entsprechend seiner Äusserung vor dem Dreiergericht – auch im Zusammenhang mit der von ihm gewünschten Rückgabe der bezogenen Ware nicht nach Rumänien begeben will, da man dort nie wisse, was passiere, ist davon auszugehen, dass er auch einer frühzeitig erfolgten in deutscher oder englischer Sprache verfassten Vorladung nicht gefolgt wäre ...

6. Im weiteren rügt der Beschwerdeführer, dass er den Einwand der Tilgung der in Frage stehenden Forderung im Verfahren vor dem Dreiergericht nicht habe vorbringen können, was seiner Meinung nach im Verfahren gemäss § 258 ZPO möglich gewesen wäre. Wie sich aus der Beschwerdebegündung ergibt, soll die vom Beschwerdeführer geltend gemachte Tilgung längst vor der Fällung des Schiedsurteils erfolgt sein. Demgegenüber bezieht sich der Hinweis in § 258 ZPO, wonach im Vollstreckungsverfahren u.a. auch die Erfüllung der Schuld geltend gemacht werden kann, nicht auf die Behauptung der Tilgung vor dem Urteil. Diese Bestimmung entspricht vielmehr derjenigen von Art. 81 Abs. 1 SchKG, wonach im Verfahren betreffend definitive Rechtsöffnung eingewendet werden kann, die Schuld sei *seit Erlass des Urteils* getilgt oder gestundet worden (vgl. Habermühl, Praxis zur Basler Zivilprozessordnung, Bd. II, S. 1095). Somit ergibt sich, dass der vom Beschwerdeführer erhobene Einwand, die Schuld sei vor Erlass des Schiedsurteils getilgt worden, auch im Verfahren nach § 258 ZPO nicht hätte gehört werden können (Urteil des Appellationsgerichts [Ausschuss] vom 27.2.1989 in Sachen N. Z.).